

Herman, Valentine et Schendelen, Rinus, van, (eds) *The European Parliament and the Natinal Parliaments* Farnborough, Saxon House, 1979, xx, + 324 p.

Charles C. Pentland

Volume 11, Number 3, 1980

Quelques jalons de l'apport canadien au droit international

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701100ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701100ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Pentland, C. C. (1980). Review of [Herman, Valentine et Schendelen, Rinus, van, (eds) *The European Parliament and the Natinal Parliaments* Farnborough, Saxon House, 1979, xx, + 324 p.] *Études internationales*, 11(3), 571–572.
<https://doi.org/10.7202/701100ar>

cette invasion culturelle où (p. 66) « rock music and comic books and « Kojak » threaten not only local tribal cultures but the great traditions of societies such as Thailand, Israel, and Iran » (avec le ressac que l'on sait). Le village est maintenant global en ce sens qu'il devient américain, les communications ayant remplacé « the nineteenth century gunboats in obtaining imperial control over the peoples and resources of developing nations » (p. 110). On a choisi l'Amérique latine (p. 33ss.) pour illustrer ce phénomène de pénétration des médias américains, on aurait pu tout aussi bien choisir le Canada, « colonie culturelle des États-Unis », selon les termes du président de Radio-Canada que Nordenstreng et Schiller nous rappellent en introduction. L'un et l'autre cas ont fait l'objet de nombreux articles, analyses et commentaires.

C'est d'ailleurs là la grande faiblesse de l'ouvrage. S'il fait le tour de la plupart des aspects importants du débat (v.g. développement national, satellites, principes de droit international), le livre n'apprendra que peu de choses à quiconque s'intéresse un tant soit peu au sujet. La plupart des textes (c'est un défaut courant du genre: « reader ») ont déjà été publiés ailleurs ou ont fait l'objet d'exposés à l'une des nombreuses rencontres internationales consacrées à ce problème ces dernières années. En fait, seulement deux chapitres de l'ouvrage sont inédits dont l'un, d'actualité brûlante, sur la télévision par satellites, la liberté d'information et la souveraineté nationale (p. 154ss.).

Autre carence de l'ouvrage: il ne s'intéresse pas aux liens essentiels entre le souhait du Tiers-Monde d'en arriver à un nouvel ordre mondial de l'information et la recherche d'un nouvel ordre économique (le 5^e sommet des pays non-alignés, en 1976, avait déjà conclu que les deux objectifs étaient également importants). Par contre, le parti pris des responsables de l'ouvrage (Schiller s'attaque depuis un livre publié en 1969 aux multinationales américaines dans le domaine des communications et Nordenstreng est président de l'Organisation internationale des journalistes, largement dominée par les pays de l'Est et leur

philosophie de l'information) ne les empêche pas de faire place à quelques textes étrangers à leur préoccupations, dont celui du professeur Ithiel de Sola Pool, du MIT, conseiller du gouvernement et de grandes sociétés américaines, pour qui souvent « what is described as protection of the national culture is rather the protection of the existing government » (p. 141).

Car c'est bien ainsi que se pose le problème. S'il est vrai que des corporations multinationales dominent le marché mondial des produits culturels, sous le couvert de la libre circulation de l'information et au mépris de la souveraineté des États-récepteurs, il est aussi exact, par exemple, que sans les agences internationales de presse (Associated Press, United Press International, Reuter, Agence France-Presse), nombre d'informations véridiques mais défavorables à certains chefs d'États autoritaires ne seraient jamais publiées. « Between the state and the market, if neither is to be trusted, what is there? », se demande la journaliste britannique Rosemary Righter, dans un autre livre (*Whose news? Politics, the Press and the Third World*, Burnett Books, London, 1978) consacré au même sujet et qui défend un point de vue contraire à celui de Nordenstreng et Schiller. La réponse à la question se situe bien au delà des mass media et des problèmes de communications; elle embrasse la conception générale que l'on se fait de la vie en société.

Florian SAUVAGEAU

*Département d'information
et communication,
Université Laval*

EUROPE OCCIDENTALE

HERMAN, Valentine et SCHENDELEN, Rinus, van, (eds) *The European Parliament and the National Parliaments* Farnborough, Saxon House, 1979, xx, + 324p.

Négligé par la science politique, le Parlement européen se trouve de plus en plus au centre des analyses de l'actuelle Communauté, attirant ainsi non seulement l'attention des « intégrationnistes » mais aussi celle des spécialistes des institutions parlementaires en général. Ce livre de deux chercheurs de l'université Erasmus à Rotterdam comprend une variété d'études, empruntant des chemins méthodologiques divergeants sur l'étude des liens existant entre le Parlement européen et les parlements des états-membres. S'appuyant sur l'expérience de l'ancien Parlement dont les députés étaient choisis par leurs assemblées nationales, ces études donnent néanmoins des perspectives importantes sur le nouveau Parlement, élu pour la première fois par suffrage universel direct en juin 1979.

Dans la première section du livre on analyse les liens inter-parlementaires pour évaluer leur impact sur le fonctionnement du Parlement européen. Trois chapitres en particulier, traitant du rôle des commissions parlementaires, de l'évolution d'un groupe partisan (celui du Labour Party britannique) et de l'adoption de certains rôles législatifs par les députés, présentent des résultats stimulants. Cela dit, ce lecteur a éprouvé à l'occasion une certaine inquiétude en se demandant si l'ancien Parlement valait tout ce poids de description institutionnelle et de technique quantitative et si les découvertes auraient toujours la même signification pour la nouvelle institution.

La deuxième section (où se situeraient peut-être mieux les deux premiers chapitres de la première section) est consacrée à l'analyse de certains aspects des relations interparlementaires. Dans son étude du rôle des euro-députés néerlandais aux débats de leur parlement national sur les questions européennes, van Schendelen souligne l'importance des répliques (« cues ») données par les mieux informés pour guider les votes de leurs collègues. Dans son chapitre sur le comportement des députés irlandais, Moxon-Browne met l'accent sur leurs attitudes nationalistes et presque bipartisanes au sein du Parlement européen.

Les contributions à la troisième section examinent la réponse des parlements nationaux à la législation européenne. À la suite d'un bref survol des méthodes de contrôle parlementaire dans les neuf pays membres, John Fitzmaurice présente une excellente étude du système danois. Il s'agit là d'une commission (Market Relations Committee) puissante et active à la défense du royaume danois et de la position du parlement national, face aux prétentions des eurocrates. Les deux articles très compétents sur le parlement de Westminster, par Juliet Lodge et David Brew, laisse, en l'absence d'autres études du même niveau, un sentiment de déséquilibre de l'ensemble. Les efforts de synthèse des deux éditeurs, quoiqu'intéressants sur le plan théorique, ne réussissent tout à fait à rétablir l'impression d'une comparaison équilibrée.

Ce livre a été inspiré par la conviction que l'absence d'un contrôle parlementaire effectif des affaires européennes au niveau communautaire comme au niveau national représente un danger réel pour la vie politique en Europe. La solution préférée, à savoir développer la capacité du Parlement européen, semble toujours distante, malgré les pressions exercées récemment par ce Parlement à propos du budget. Améliorer les mécanismes de contrôle au niveau des parlements nationaux semble, à la lumière de cet ouvrage, se limiter à certains pays où les traditions parlementaires (et les sentiments nationalistes?) sont particulièrement avancées. Travailler aux deux niveaux, tout en renforçant les liens entre eux, semble donc la meilleure solution. D'où l'importance d'assurer que le double-mandat, en train d'être éliminé malgré son efficacité relative comme voie de communication interparlementaire, soit remplacé par d'autres mécanismes suffisants pour réaliser la tâche fondamentale de démocratisation.

Charles C. PENTLAND

*Département de science politique,
Université Queen's*